

LE RAPPORT D'André PHILIP

JE suis, pour ma part, arrivé à la conclusion que s'il n'y avait pas d'insurrection algérienne et s'il n'y avait pas de F.L.N. il serait néanmoins indispensable aujourd'hui de créer une Algérie Nouvelle, et, pour résoudre les problèmes économiques qui se posent dans ce pays, de reconnaître au point de départ le droit de cette Algérie à l'indépendance dans le cadre d'une solidarité économique plus large.

Quelle est en effet la réalité ? L'Algérie est un pays pauvre et surpeuplé, aussi pauvre que la Tunisie voisine, beaucoup plus pauvre que le Maroc.

L'Algérie est devant une agriculture pauvre, disposant de peu de réserves, où l'érosion du sol sévit chaque année à tel point qu'un million d'hectares de terres s'en vont à la mer.

De grands efforts ont été faits par les services techniques pour procéder à l'amélioration des sols, mais tout ce qui a été fait, suivant d'ailleurs une excellente technique, n'a réussi jusqu'ici qu'à ralentir le processus régulier de dégradation des sols.

On peut envisager une réforme agraire réelle, reprenant les terres encore actuellement entre les mains de concessionnaires ou de grands propriétaires, mais il est sûr que ceci n'améliorerait que peu la situation (...)

La production agricole se heurte par conséquent à l'insuffisance du sol, à l'érosion et aussi et surtout à la surpopulation musulmane et qui va en s'aggravant chaque année. A l'heure actuelle — et ce sont des chiffres que devraient méditer ceux qui rêvent encore, soit d'une assimilation de l'Algérie à la métropole, soit de l'organisation en Algérie de deux communautés, musulmane et européenne, face à face, sans contact l'une avec l'autre — lorsqu'il naît un bébé européen, il naît dix-huit bébés musulmans.

A l'heure présente, il y a 1.200.000 Européens d'origine française, italienne, espagnole, maltaise ou israélienne complètement assimilés et il y a déjà 8 millions de Musulmans.

En 1980, d'après toutes les prévisions de l'Institut Démographique, on se trouvera devant 1.250.000, au maximum 1.300.000 Européens, et 18 millions de Musulmans.

Voilà les données démographiques du problème algérien. Ajoutons que pour maintenir le statu quo, pour ne pas maintenir la population dans l'effroyable misère où elle se trouve aujourd'hui et pour éviter simplement une nouvelle dégradation, il faut créer 67.000 emplois par an jusqu'en 1960, 98.000 de 1965 à 1970 et 127.000 à partir de 1975.

Au point de vue de l'industrie, il n'y a pas encore grand-chose, en partie en raison du manque d'énergie. On peut penser que le pétrole saharien, dans l'hypothèse optimiste, apportera assez d'énergie pour servir de base à un développement industriel, mais l'Algérie est un pays en longueur, coupé par deux chaînes de montagnes avec un haut plateau. C'est un pays où, quoi que l'on fasse, les frais de transport sont extrêmement élevés.

Il n'y a pas de solution au problème algérien si on ne réussit pas à enlever rapidement par l'industrialisation une partie du surplus de population qui pèse maintenant sur le sol. C'est dire que l'industrialisation ne doit pas prendre la forme de grands combinats industriels donnant peu d'emplois à la main-d'œuvre contre une grande dépense de capital.

Elle doit prendre la forme, au contraire, de faibles dépenses de capital avec le plus grand emploi possible de main-d'œuvre. C'est dire qu'il faut commencer par une industrie de biens de consommation extrêmement disséminée de façon à satisfaire un marché local se constituant autour des douars et s'élargissant peu à peu en marchés régionaux.

Ceci, me semble-t-il, entraîne certaines conséquences. La première, c'est la folie d'une politique d'assimilation. Cette politique, d'ailleurs, on ne l'a jamais voulu réellement dans le passé, même quand on en parlait. Personne n'a jamais envisagé d'avoir 140 députés musulmans algériens au Parlement français et nous savons par ailleurs qu'il est impossible, dans les vingt années qui viennent, d'améliorer sensiblement le niveau de vie de la population algérienne. Il ne peut être question d'introduire, ni les salaires français, ni les allocations familiales, ni notre système de Sécurité sociale. Même en faisant des centaines de milliards de dépenses par an pour réaliser les investissements économiques nécessaires, tout ce que l'on pourrait obtenir, dans la meilleure des hypothèses, c'est un relèvement du niveau de vie de la population au rythme de 1 ou 2 % par an (...)

Dans ces conditions, il n'est pas possible de songer à introduire là-bas ce que nous faisons chez nous, dans la métropole.

Je voudrais prendre deux exemples :

Nous avons essayé de faire beaucoup pour l'éducation des enfants en Algérie et il faut rendre hommage aux instituteurs français qui, depuis longtemps, sont allés là-bas, dont plusieurs y restent encore maintenant dans des circonstances les plus difficiles et les plus pénibles et qui ont exercé leur métier comme une vocation. Mais le résultat ? On a aujourd'hui scolarisé en Algérie 21,7 % des enfants en âge d'aller à l'école contre 45,4 % en Egypte. Parmi les garçons, 30 % ont été scolarisés en Algérie contre 52 % en Egypte. Parmi les filles, 12 % ont été scolarisées en Algérie contre 38 % en Egypte.

Au rythme des prévisions actuelles dans dix ans nous serions arrivés en Algérie à 35 % de scolarisation et en Egypte à 100 %.

Pourquoi cela ? Parce qu'on a essayé de créer des écoles, un peu sur notre modèle, qui reviennent à trois millions et demi chacune, alors qu'il faut couvrir les villages d'Algérie de petites écoles en torchis de façon à ce qu'il y en ait partout.

Nous manquons d'instituteurs et nous enseignons dans notre langue et non pas dans la leur. Alors que si l'on veut lutter contre l'analphabétisme il faut limiter à quatre ans le cycle primaire ; il faut donner en partie l'enseignement dans la langue des intéressés et il faut compléter l'enseignement des enfants par une éducation permanente dans le village, essayant de toucher à la fois les adultes et les enfants.

De même on a créé quelques hôpitaux sur le modèle français, mais ce n'est pas de cela dont on a besoin ; c'est d'une série de petites infirmeries extrêmement simples dans chaque village. Le problème n'est pas d'utiliser toute la technique moderne pour faire de grands moyens de transports, de grandes routes, de grandes écoles, de grands hôpitaux, mais d'utiliser le travail en partie gratuit, le travail des chômeurs, d'une population qui pendant la moitié de l'année n'a rien à faire dans les villages et de l'employer à faire presque gratuitement un travail dont elle ne verbe l'effet tiré que pour elle-même. L'école construite par les habitants du village sera pour eux ; de même la piste construite par les habitants pour relier leur village à un autre village voisin.

LA TRIBUNE

Mmes Alleg, Brunhes-Delamarre, Claudine Chomat, Madeleine Colin, Eugénie Cotton, Farge, Huisman, Mlle Tri-mouille.

MM. Jean Amrouche, Robert Barrat, Pierre Biquart, Bernard Boudouresque, Claude Bourdet, Michel Bruguier, Jacques Chagnier, Yves Dechezelles, Marcel Deville, Jean-Marie Domenach, le pasteur Ducros, Es-piard, Léon Feix, Fonlupt-Espe-raber, Marc Jacquier, Pierre Le-brun.

Jacques Madaule, Yves Main-

guy, C. Martel, le professeur Massignon, J.-P. May, J. Meyer-son, Jacques Mitterand, André Philip, Laurent Schwartz, André Souquièrre, Pierre Stibbe, le pasteur Trocme, Louis Vallon, Jean Verlhac, Louis Vienney, le pasteur Voqe.

M. l'abbé Donini (A.-M.), MM. Passin, cultivateur (Sarthe), Carillon, cheminot (Paris-Lyon), Grand, cheminot (Helle-mes, Nord); Roubrieux, étu-diant; Français, ouvrier chez Renault; Hermignes, de Dro-court, frère d'un soldat en Algé-rie; Léger, usine S.C.A.N., Châ-tillon; Pollaire, directeur d'école

honnoraire (Marseille); Fugier, conseiller municipal (Meylan, Isère); Lévy (Nice).

Mmes Degueurce, mère de sol-dat (Charleville); Brock, mère de soldat en Algérie (Lyon-Guil-lotière).

On reconnaissait en outre, dans la salle, parmi de nom-breuses personnalités:

Mmes M.-C. Vaillant-Couturier, Yvonne Dumont, Madeleine Mo-ret.

MM. Falcoz, Léo Hamon, Fournier, les professeurs Grap-pin et Maublanc, Jules Duchat, Paul Laurent, Schaeffer.